

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 86 — 142

25 NOVEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 1974 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeerswezen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 1974 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeerswezen, wat het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart betreft, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1983;
Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 oktober 1985.
Gelet op akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 25 oktober 1985;
Op voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de tabel « III. Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart », gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1974 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeerswezen :

Onder de rubriek : « Buitendiensten. — A. Administratief personeel » :

Wordt de vermelding :

« Maritiem verkeersleider of eerstaanwendend maritiem verkeersleider : toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan... 6 »
door de volgende vermelding vervangen :
« Maritiem verkeersleider of eerstaanwendend maritiem verkeersleider : toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan... 7 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1985.

Art. 3. Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,
Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
H. DE CROO

De Minister van Begroting,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 86 — 142

25 NOVEMBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 1974 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications

BAUDOÛIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;
Vu l'arrêté royal du 18 juillet 1974, fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications, en ce qui concerne l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1983;
Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale;
Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 25 octobre 1985.

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 25 octobre 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans le tableau « III. Administration de la Marine et de la Navigation intérieure », annexé à l'arrêté royal du 18 juillet 1974 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications :

Sous la rubrique : « Services extérieurs. — A. Personnel administratif » :

La mention :

« Contrôleur du trafic maritime ou contrôleur du trafic maritime principal : application du principe de la carrière plane... 6 »
est remplacée par la mention suivante :

« Contrôleur du trafic maritime ou contrôleur du trafic maritime principal : application du principe de la carrière plane... 7 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1985.

BAUDOÛIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,
des Postes, Télégraphes et Téléphones,
H. DE CROO

Le Ministre du Budget,
Ph. MAYSTADT

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 86 — 143

11 SEPTEMBRE 1985

Décret organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I. — Définitions et principes

Article 1er. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. Système d'évaluation des incidences sur l'environnement : l'ensemble des procédures du présent décret et de ses arrêtés d'application organisant, préalablement à toute autorisation, la prise en considération comme élément de décision, des incidences des projets sur l'environnement.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil 76 (1982-1983) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 septembre 1985. Discussion. Vote.

2. **Projet** : toute opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension ou désaffectation d'installations, programme ou plan modifiant l'environnement, dont la réalisation est envisagée par une personne physique ou morale, de droit public ou privé.

3. **Incidences sur l'environnement** : les effets directs et indirects, à court, moyen et long terme d'un projet sur l'environnement.

4. **Autorisation** :

— les permis accordés en vertu de la réglementation des établissements, classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en ce qui concerne la protection des voisins et de l'environnement;

— les permis accordés en vertu des articles 41, 45 et 53 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

— les actes administratifs, énumérés par l'Exécutif, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie.

5. **Notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement** : le document synthétisant les principaux paramètres écologiques du projet, réalisé lors de la première phase du système d'évaluation et permettant de déterminer les projets devant faire l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement.

6. **Rapport d'incidences** : le document d'évaluation et de synthèse destiné à éclairer la décision relative à un projet.

7. **Etude d'incidences** : l'étude scientifique réalisée par une personne agréée, à la demande de l'autorité compétente.

8. **Système de normes d'évaluation** : l'ensemble des normes, listes, critères de décision, directives et recommandations arrêtés conformément au présent décret et s'imposant à l'autorité compétente, dans le respect des normes légales générales et sectorielles visées à l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

9. **Autorité compétente** : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer l'autorisation visée au présent article.

10. **Exécutif** : l'Exécutif de la Région wallonne.

Art. 2. La mise en œuvre des procédures prévues par le présent décret doit avoir principalement pour but :

— de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;

— de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles de façon à préserver leurs qualités et utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;

— d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables.

Art. 3. Il est institué, dans la Région wallonne, un système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement.

Art. 4. La délivrance de toute autorisation est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le présent décret.

Si plusieurs autorisations sont requises, un seul système d'évaluation des incidences sera prévu pour autant qu'il soit relatif à tous les aspects des autorisations indispensables à la bonne fin du projet.

L'Exécutif détermine, par des normes générales, les conditions d'application du présent article.

Art. 5. L'autorité compétente et le juge administratif peuvent prononcer la nullité de toute autorisation délivrée en contradiction avec les dispositions de l'article 4, alinéa 1er.

La nullité doit en tout cas être prononcée dans les cas suivants :

— en cas d'absence de notice d'évaluation lorsqu'il n'y a pas eu d'étude d'incidences;

— en cas de violation d'une des dispositions de l'article 15;

— en cas d'absence d'étude d'incidences lorsqu'elle était prévue par l'article 10, § 4 du présent décret;

— lorsque la personne chargée de l'étude n'était pas agréée;

— en cas d'absence de résumé non technique.

L'article 68 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est applicable.

Art. 6. L'autorisation et le refus d'autorisation doivent être motivés en regard notamment des incidences sur l'environnement et des objectifs précisés à l'article 2.

TITRE II. — Les notices d'évaluation préalable

Art. 7. Toute demande d'autorisation comporte une notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement.

Art. 8. L'Exécutif détermine les formes et le contenu minimum de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

Art. 9. L'Exécutif arrête un système de normes d'évaluation permettant de déterminer les cas où les incidences d'un projet risquent d'être importantes.

Les projets visés à l'annexe I font d'office l'objet d'une étude d'incidences.

Art. 10. § 1er. L'autorité compétente apprécie les incidences du projet sur l'environnement en prenant en considération la notice d'évaluation préalable et toute autre information qu'elle juge utile.

La décision de l'autorité intervient dans les trente jours à dater de la réception par celle-ci de la notice d'évaluation. Passé ce délai, l'autorité est réputée dispenser le projet du reste de la procédure d'évaluation.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente juge les incidences sur l'environnement peu importantes, le projet est dispensé du reste de la procédure d'évaluation.

§ 3. Lorsqu'elle estime ne pas disposer des informations requises, l'autorité compétente notifie au demandeur en autorisation, dans le délai prévu au § 1er, le genre d'informations complémentaires qu'il doit fournir.

Elle statue dans les trente jours de la réception des informations complémentaires. Passé ce délai, l'autorité est réputée dispenser le projet du reste de la procédure d'évaluation.

§ 4. Lorsqu'elle estime que les incidences risquent d'être importantes ou lorsque le présent décret ou toute autre réglementation le prévoit, l'autorité compétente prescrit l'établissement d'une étude d'incidences sur l'environnement.

§ 5. L'auteur du projet choisit une personne agréée en vertu de l'article 11 pour réaliser l'étude. L'Exécutif détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée.

§ 6. L'Exécutif détermine les modalités d'application du présent article.

TITRE III. — *Les études d'incidences sur l'environnement et les rapports d'incidences*

Art. 11. § 1er. Il est établi un Conseil dénommé « Conseil wallon de l'Environnement ». L'Exécutif en fixe les règles de composition et de fonctionnement; ce Conseil a pour mission de réaliser les tâches qui lui sont confiées par le présent décret, ainsi que celles qui peuvent lui être confiées par l'Exécutif ou par d'autres réglementations.

§ 2. L'Exécutif agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes physiques et morales qui peuvent être chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement; il détermine les règles d'octroi et de retrait de l'agrément. L'agrément peut, notamment, être retiré temporairement ou définitivement, lorsqu'après un premier avertissement dûment notifié, l'Exécutif constate la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le Conseil wallon de l'Environnement doit être consulté avant tout retrait d'agrément.

Art. 12. § 1er. Les frais qui incombent aux autorités publiques du fait de l'application du présent article et des articles 13 à 17, incombent au demandeur de l'autorisation.

L'Exécutif détermine le mode de calcul de ces frais, les modalités et détails de paiement; il peut instituer une procédure de recours relative à la fixation du montant.

§ 2. Pour les projets soumis à autorisation et envisagés par des personnes de droit public, l'étude d'incidences est précédée d'une phase de consultation du public. L'Exécutif détermine les modalités de cette consultation et les mesures destinées à en informer préalablement le public.

Le but de cette phase est de susciter l'apparition d'alternative au projet initial. Ces alternatives pourront viser la localisation, la technique d'exécution, les méthodes de résolution du problème, la finalité même du projet. Ces alternatives sont communiquées à la personne chargée de l'étude, selon une procédure que l'Exécutif arrête.

L'Exécutif pourra déroger à cet article à l'égard des entreprises publiques exerçant leur activité en concurrence avec des personnes de droit privé.

Art. 13. L'autorité compétente établit le contenu et les modalités de l'étude d'incidences en fonction de l'importance et de la nature des incidences du projet sur l'environnement.

Le Conseil wallon de l'Environnement ou son délégué, a le droit d'obtenir toute information sur le déroulement de l'étude d'incidences, auprès des autorités publiques concernées et de la personne qui réalise l'étude. Il peut adresser à l'Exécutif toutes observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences.

Art. 14. Les informations à fournir par le maître de l'ouvrage dans le cadre de l'étude prévue à l'article 13 comportent au minimum :

- une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;
- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants, et, si possible, y remédier;
- un résumé non technique des rubriques mentionnées ci-dessus.

Art. 15. Le résumé non technique de l'étude est rendu public. L'autorité compétente procède à une enquête publique. L'Exécutif arrête les modalités de cette enquête.

Art. 16. Un dossier accessible au public peut être consulté, aux heures ouvrables, à un endroit que l'autorité compétente désigne. Ce dossier comprend l'étude en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, copie des avis et correspondances adressées par les citoyens et les différents services ou organismes concernés. Les correspondances adressées et les avis écrits remis à l'autorité, dans le cadre de l'enquête publique, sont, dès leur réception, insérés par celle-ci dans le dossier.

Art. 17. L'autorisation visée à l'article 1er ou le refus d'autorisation sont motivés et notifiés au demandeur dans les trente jours à dater de la publication du rapport d'incidences sur l'environnement.

La publication de cette décision est réalisée dans les 15 jours de cette notification selon les modalités déterminées par l'Exécutif.

TITRE IV. — *Dispositions pénales et générales*

Art. 18. Tout qui fera entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustraira à l'examen du public des pièces du dossier visé à l'article 16 sera puni d'un à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 250 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes chargées de l'étude d'incidences sont assimilées à des « personnes chargées d'un service public » pour l'application du Titre IV, chapitre IV du Code pénal réprimant la corruption.

Art. 19. L'observation des délais prévus par le Titre III pour satisfaire à l'étude des incidences sur l'environnement a pour effet d'empêcher l'application des autres délais légaux et réglementaires qui s'imposent à l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations.

L'alinéa premier ne vise pas les délais de recours contre les décisions ou l'absence de décision de l'autorité compétente, prévus par les lois, décrets et règlements.

Art. 20. La prescription, par l'autorité compétente, de l'établissement d'une étude des incidences sur l'environnement en vertu de l'article 10, § 4, a pour effet d'empêcher la mise en œuvre des dispositions relatives à l'enquête publique et aux mesures particulières de publicité contenues dans d'autres lois, décrets et règlements.

Art. 21. Si une requête déposée devant une autorité administrative ou juridictionnelle contre une autorisation est fondée sur le non-respect des règles du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement, l'autorité saisie peut ordonner même d'office le sursis à exécution de la décision attaquée, en statuant de toute urgence.

L'Exécutif peut arrêter les règles relatives à la durée du sursis à exécution, à sa levée, ainsi qu'aux modalités d'application de l'alinéa précédent.

Art. 22. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par l'Exécutif, et au plus tard deux ans après sa publication au *Moniteur belge*. Il ne sera cependant pas applicable aux demandes d'autorisation introduites avant la date d'entrée en vigueur, sauf dans les cas particuliers où l'Exécutif le rend applicable par décision motivée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 septembre 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,
J. MAYENCE-GOOSSENS

Annexe I

1. Raffinerie de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabriquant des lubrifiants à partir de pétrole brut) ainsi que les installations de gazéification et de liquéfaction d'au moins 500 tonnes de charbon et de schiste bitumineux par jour.
2. Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique).
3. Installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs.
4. Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier.
5. Installations destinées à l'extraction d'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation d'amiante et de produits contenant de l'amiante: pour les produits en amiante-ciments, une production annuelle de plus de 20 000 tonnes de produits finis; pour les garnitures de friction, une production annuelle de plus de 50 tonnes de produits finis; pour les autres utilisations de l'amiante, une utilisation de plus de 200 tonnes par an.
6. Installations chimiques intégrées.
7. Construction d'autoroutes, de voies rapides, de voies pour le trafic à grande distance des chemins de fer ainsi que d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur de 2 100 mètres ou plus.
8. Ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux supérieurs à 1 350 tonnes.
9. Installations d'élimination des déchets toxiques et dangereux par incinération, traitement chimique ou stockage à terre.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 143

11. SEPTEMBER 1985. — Dekret zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

TITEL I. — Definitionen und Prinzipien

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1. **System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt :** die Gesamtheit der Verfahren vorliegenden Dekrets und deren Anwendungserlasse, die vor jeder Genehmigung die Berücksichtigung der Aus- und Nachwirkungen der Projekte auf die Umwelt als Bestandteil der Entscheidung einführen.

2. **Projekt :** jedes Unternehmen, jede Aktivität, jedes Werk, jeden Bau, jeden Abbruch, jeden Umbau, jede Ausdehnung oder jede Ausserbetriebsetzung von Anlagen, jedes Programm oder jeden Plan zur Veränderung der Umwelt, dessen Durchführung von einer natürlichen oder juristischen Person, öffentlichen oder privaten Rechts beabsichtigt wird.

3. **Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt :** die direkten und indirekten kurz-, mittel- und langfristigen Auswirkungen eines Projektes auf die Umwelt.

4. **Genehmigung :**

— die Genehmigungen, die aufgrund der Regelung über die als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig eingestuft Betriebe erteilt werden, und zwar was den Schutz der Nachbarn und der Umwelt anbelangt;

— die Genehmigungen, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erteilt werden;

— die durch die Exekutive aufgezählten Verwaltungshandlungen, die in Anwendung der Gesetze, Dekrete und Ordnungen getroffen werden und mit denen beschlossen wird, ein Projekt ganz oder teilweise durchzuführen oder dessen Durchführung zu erlauben.

5. **Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt :** das Dokument, das die ökologischen Hauptparameter des Projektes zusammenfasst, das bei der ersten Phase des Bewertungssystems durchgeführt worden ist und das die Festlegung der Projekte ermöglicht, die zum Gegenstand einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt gemacht werden müssen.

6. **Bericht über die Aus- und Nachwirkungen :** das Dokument, das die Bewertung und Zusammenfassung enthält und das bezweckt, den Beschluss bezüglich eines Projektes zu erklären.

7. **Studie über die Aus- und Nachwirkungen :** die auf Antrag der zuständigen Behörde durch eine zugelassene Person durchgeführte wissenschaftliche Studie.

8. **System von Bewertungsnormen :** die Gesamtheit der Normen, Listen, Entscheidungskriterien, Richtlinien und Empfehlungen, die gemäss vorliegendem Dekret erlassen worden sind und die für die zuständigen Behörden gelten unter Berücksichtigung der im Artikel 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen allgemeinen und sektorengelunden Gesetzesnormen.

9. **Zuständige Behörde :** jedes beschliessende oder nicht beschliessende Organ, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt ist und befugt ist, die im vorliegenden Artikel erwähnte Genehmigung auszustellen.

10. **Exekutive :** die Exekutive der Wallonischen Region.

Art. 2. Die Bewerkestellungung der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Verfahren muss hauptsächlich bezwecken :

— die Qualität der Lebensverhältnisse und der Lebensbedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;

— des Lebensmilieu und die Naturschätze so zu bewirtschaften, dass deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;

— zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu geniessen.

Art. 3. In der Wallonischen Region wird ein System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen der Projekte auf die Umwelt eingeführt.

Art. 4. Die Ausstellung jeglicher Genehmigung hängt von der Bewerkestellungung des Systems für die Bewertung der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt ab.

Falls mehrere Genehmigungen erforderlich sind, wird ein einziges System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen vorgesehen, insofern es alle Aspekte der Genehmigungen betrifft, die zur Verwirklichung des Projektes unerlässlich sind.

Durch allgemeine Normen bestimmt die Exekutive die Bedingungen zur Anwendung vorliegenden Artikels.

Art. 5. Die zuständige Behörde und der Verwaltungsrichter dürfen die Nichtigkeit jegliche Genehmigung aussprechen, die entgegen den Bestimmungen des Artikels 4, Absatz 1 ausgestellt wurde.

In folgenden Fällen muss jedenfalls die Nichtigkeit ausgesprochen werden :

— in Ermangelung einer Bewertungsnotiz, wenn keine Studie über die Aus- und Nachwirkungen vorgenommen worden ist;

(1) Sitzung 1984-1985.

Ratsdokumente 76 (1982-1983) Nrs. 1 zum 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 2. September 1985. Diskussion. Abstimmung.

- falls eine der Bestimmungen des Artikels 15 verletzt wird;
 - in Ermangelung einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen, wenn sie durch Artikel 10, § 4 vorliegenden Dekretes vorgesehen war;
 - wenn die mit der Studie beauftragte Person nicht zugelassen war;
 - falls die nicht-technische Zusammenfassung fehlt.
- Artikel 68 des Gesetzes vom 29. März 1962 über die Einführung der Raumordnung und des Städtebaus ist anwendbar.

Art. 6. Die Genehmigung und die Verweigerung der Genehmigung müssen begründet werden, insbesondere hinsichtlich der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt und hinsichtlich der im Artikel 2 angegebenen Ziele.

TITEL II. — Die Notiz über die vorherige Bewertung

Art. 7. Jeglicher Antrag auf Genehmigung beinhaltet eine Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt.

Art. 8. Die Exekutive bestimmt die Formen und den Mindestinhalt der Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt.

Art. 9. Die Exekutive legt ein System von Bewertungsnormen fest, das es ermöglicht, die Fälle zu bestimmen, wo die Aus- und Nachwirkungen eines Projektes höchstwahrscheinlich von grosser Bedeutung sein werden.

Die in der Anlage I erwähnten Projekte bilden den Gegenstand einer Studie über Aus- und Nachwirkungen.

Art. 10. § 1. Die zuständige Behörde bewertet die Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt, indem sie die Notiz über die vorherige Bewertung und jegliche andere Information, die sie für nützlich hält, in Betracht zieht.

Die Behörde muss den Beschluss binnen dreissig Tagen nach Erhalt der Bewertungsnotiz fassen. Ist die Frist abgelaufen, dann geht man davon aus, dass die Behörde das Projekt von dem übrigen Verfahren entbindet.

§ 2. Wenn die zuständige Behörde die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt für unbedeutend hält, ist das Projekt von dem übrigen Bewertungsverfahren entbunden.

§ 3. Wenn sie der Meinung ist, dass sie nicht über die erforderlichen Informationen verfügt, teilt die zuständige Behörde dem Antragsteller innerhalb der im § 1 vorgesehenen Frist mit, welche zusätzlichen Informationen er erteilen muss.

Sie fasst den Beschluss binnen dreissig Tagen nach Erhalt der zusätzlichen Informationen. Ist die Frist abgelaufen, dann geht man davon aus, dass die Behörde das Projekt von dem übrigen Bewertungsverfahren entbindet.

§ 4. Wenn sie der Meinung ist, dass die Aus- und Nachwirkungen höchstwahrscheinlich von Bedeutung sein werden oder wenn das vorliegende Dekret oder jegliche andere Regelung es vorsieht, schreibt die zuständige Behörde vor, dass eine Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erstellt wird.

§ 5. Zur Durchführung der Studie wählt der Projektautor eine aufgrund des Artikel 11 zugelassene Person aus. Die Exekutive bestimmt die Fälle, wo zur Durchführung der Studie eine zugelassene Person abgelehnt werden kann.

§ 6. Die Exekutive bestimmt die Anwendungsmodalitäten vorliegenden Artikels.

TITEL III. — Die Studien über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt und die Berichte über die Aus- und Nachwirkungen

Art. 11. § 1. Es wird ein Rat gegründet mit der Bezeichnung « Wallonischer Rat für die Umwelt ». Die Exekutive setzt die Regeln für seine Zusammensetzung und seine Arbeitsweise fest. Aufgabe dieses Rates ist es, die ihm durch das vorliegende Dekret anvertrauten Aufgaben, die ihm von der Exekutive oder durch andere Regelungen anvertraut werden, zu erledigen.

§ 2. Nach den Kriterien und nach einem Verfahren, das sie bestimmt, nimmt die Exekutive die Zulassung der natürlichen und juristischen Personen vor, die mit der Durchführung einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt beauftragt werden können; sie bestimmt die Regeln für die Gewährung und den Entzug der Zulassung. Die Zulassung darf vor allem vorübergehend oder endgültig entzogen werden, wenn die Exekutive nach einem ersten ordnungsgemäss zugestellten Mahnschreiben feststellt, dass die Qualität einer Studie offenbar mangelhaft ist. Der wallonische Rat für die Umwelt muss vor jeglichem Zulassungsentzug zu Rate gezogen werden.

Art. 12. § 1. Die Unkosten, die den öffentlichen Behörden infolge der Anwendung vorliegenden Artikels und der Artikel 13 bis 17 entstehen, gehen zu Lasten desjenigen der die Genehmigung beantragt hat.

Die Exekutive bestimmt den Errechnungsmodus dieser Unkosten sowie die Zahlungsmodalitäten und -einzelheiten; sie kann ein Berufungsverfahren bezüglich der Festsetzung des Betrages einsetzen.

§ 2. Für Projekte, die einer Genehmigung unterliegen und die von Personen öffentlichen Rechts in Erwägung gezogen werden, muss der Studie über die Aus- und Nachwirkungen eine Phase der Volksbefragung vorausgehen. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten dieser Befragung und die Massnahmen, die notwendig sind, um vorher die Öffentlichkeit zu benachrichtigen.

Ziel dieser Phase ist es, Alternativen zum Anfangsprojekt zu suchen. Diese Alternativen können die Lokalisierung, die Ausführungstechnik, die Methoden zur Lösung des Problems, die Zielsetzung selbst des Projektes betreffen. Diese Alternativen werden der mit der Studie beauftragten Person nach einem von der Exekutive beschlossenen Verfahren mitgeteilt.

Für die öffentlichen Betriebe, die bei ihrer Aktivität in Wettbewerb mit Personen privaten Rechts treten, kann die Exekutive von diesem Artikel abweichen.

Art. 13. Die zuständige Behörde setzt den Inhalt und die Modalitäten der Studie über die Aus- und Nachwirkungen im Verhältnis zu der Bedeutung und der Art der Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt fest.

Der wallonische Rat für die Umwelt oder sein Bevollmächtigter hat das Recht, von den betroffenen öffentlichen Behörden sowie von der Person, die die Studie durchführt, jegliche Information über den Ablauf der Studie, über die Aus- und Nachwirkungen zu erhalten. Jede nützliche Bemerkung oder Anregung betreffend die Studie über die Aus- und Nachwirkungen darf er der Exekutive zusenden.

Art. 14. Informationen, die der Bauherr im Rahmen der im Artikel 13 vorgesehenen Studie zu erteilen hat, müssen mindestens folgendes enthalten:

- eine Beschreibung des Projektes mit Informationen über seine Lage, seine Konzeption und seine Ausmasse;
- die notwendigen Angaben zur Identifizierung und Einschätzung der Hauptauswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte;
- eine Beschreibung der in Erwägung gezogenen Massnahmen um die wichtigen negativen Auswirkungen zu vermeiden und zu verringern, und wenn möglich, zu beheben;
- eine nicht technische Zusammenfassung der oben erwähnten Rubriken.

Art. 15. Die nicht technische Zusammenfassung der Studie wird veröffentlicht.

Die zuständige Behörde nimmt eine öffentliche Untersuchung vor. Die Exekutive setzt die Modalitäten dieser Untersuchung fest.

Art. 16. Während der Arbeitsstunden darf man an einem von der zuständigen Behörde bezeichneten Ort Einsicht in eine Akte nehmen, die der Öffentlichkeit zugänglich ist.

Diese Akte umfasst die Studie im Originaltext oder in der vom Autor beglaubigten Kopie, eine Kopie der von den Bürgern und den verschiedenen betroffenen Dienststellen oder Einrichtungen zugesandten Stellungnahmen und Schreiben.

Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung werden die der Behörde zugesandten Schreiben und die der Behörde abgegebenen schriftlichen Stellungnahmen sofort nach Erhalt von der Behörde in die Akte eingefügt.

Art. 17. Die in Artikel 1 erwähnte Genehmigung oder die Verweigerung der Genehmigung müssen begründet und dem Antragsteller binnen dreissig Tagen nach Veröffentlichung des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt zugestellt werden.

Die Veröffentlichung dieses Beschlusses wird binnen 15 Tagen nach der Zustellung gemäss den von der Exekutive bestimmten Modalitäten vorgenommen.

TITEL IV. — *Strafrechtliche und allgemeine Bestimmungen*

Art. 18. Jeder, der die Durchführung der öffentlichen Untersuchung behindert oder der Unterlagen der in Artikel 16 erwähnten Akte der Prüfung der Öffentlichkeit unterschlägt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe von 100 bis zu 250 Franken oder nur mit einer dieser Strafen bestraft.

Was die Anwendung des Titels IV, Kapitel IV des Strafgesetzbuches über die Bestechungsverfolgung angeht, werden die mit der Studie über die Aus- und Nachwirkungen beauftragten Personen den Personen gleichgestellt, die mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt sind.

Art. 19. Die Einhaltung der durch den Titel III vorgesehenen Fristen, um die Durchführung der Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt zu ermöglichen, hat zur Folge, dass die anderen gesetzlichen und ordnungsmässigen Fristen, die für die zuständige Behörde zur Ausstellung der Genehmigungen gelten, nicht angewandt werden.

Der erste Absatz betrifft nicht die Berufungsfristen, gegen die Beschlüsse oder das Ausbleiben von Beschlüssen der zuständigen Behörde, die durch die Gesetze, Dekrete und Verordnungen vorgesehen sind.

Art. 20. Wenn die zuständige Behörde die Erstellung einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen gemäss Artikel 10, § 4 vorschreibt, hat dies zur Folge, dass die Bestimmungen bezüglich der öffentlichen Untersuchung und der Sondermassnahmen über die Veröffentlichung, die in anderen Gesetzen, Dekreten und Verordnungen enthalten sind, nicht durchgeführt werden.

Art. 21. Falls ein bei einer administrativen oder gerichtlichen Behörde hinterlegter Antrag gegen eine Genehmigung auf der Nichteinhaltung der Regeln des Systems für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen der Projekte auf die Umwelt beruht, darf die mit dem Antrag befasste Behörde den Aufschub für die Ausführung des angefochtenen Beschlusses sogar von Amts wegen anordnen, in dem sie im Dringlichkeitsverfahren über die Sache befindet.

Die Exekutive darf die Regeln bezüglich der Aufschubsdauer der Durchführung, deren Aufhebung sowie die Anwendungsmodalitäten des vorstehenden Absatzes festsetzen.

Art. 22. Die Bestimmungen vorliegenden Dekretes treten ab dem durch die Exekutive festgesetzten Datum und spätestens zwei Jahre nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Das Dekret ist jedoch nicht anwendbar auf die vor dem Datum der Inkraftsetzung eingereichten Genehmigungsanträge, ausgenommen in den besonderen Fällen, wo die Exekutive es durch einen begründeten Beschluss anwendbar macht.

Verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 11. September 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,
M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,
V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE-GOOSSENS

Anlage 1

1. Erdö Raffinerie (ausgenommen die Betriebe, die aus dem Erdöl Schmiermittel herstellen) sowie Ver- gasungs- und Verflüssigungsanlagen, die mindestens 500 Tonnen Kohle oder Ölschiefer pro Tag verarbeiten.
2. Wärmekraftwerke und sonstige Verbrennungsanlagen mit einer Wärmeleistung von mindestens 300 MW sowie Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren (ausgenommen die Forschungsanlagen für die Herstellung und die Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial, deren Höchstleistung 1 KW ständigen thermischer Dauer nicht übertrifft).
3. Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls dienen.
4. Integrierte Betriebe für die Erstschmelze von Roheisen und Stahl.
5. Anlagen zur Asbestgewinnung sowie zur Be- und Verarbeitung von Asbest und von asbesthaltigen Erzeug- nissen: für die Erzeugnisse aus Asbestzement, eine Jahresleistung von über 20 000 Tonnen an Fertigprodukten; für die Reibbelläge eine Jahresleistung von über 50 Tonnen an Fertigprodukten; für die übrigen Asbestanwen- dungen eine Vorarbeitung von über 200 Tonnen pro Jahr.
6. Integrierte chemische Anlagen.
7. Bau von Autobahnen und Schnellstrassen, Anlage von Schienenwegen für den Eisenbahnfernverkehr und von Flughäfen mit einer Start- und Landebahn von 2 100 m oder mehr.
8. Seehandelshäfen sowie Binnenschiffahrtswege und Binnenhäfen, die Schiffe über 1350 Tonnen aufnehmen können.
9. Anlagen zur Beseitigung von giftigen und gefährlichen Abfällen durch Verbrennung, chemische Bearbei- tung oder Erdlagerung.

VERTALING

WAAISE GEWEST

N. 86 — 143

11 SEPTEMBER 1985. — Decreet tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen en principes*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1. Systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu: alle werk- en handelwijzen van dit decreet en zijn toepassingsbesluiten tot organisatie, voorafgaande aan iedere machtiging, het in overweging nemen, als element ter besluitvorming, van de weerslagen van de ontwerpen op het leefmilieu.
2. Ontwerp: iedere operatie, activiteit, kunstwerk, bouw, afbraak, verbouwing, uitbreiding of het buiten gebruik stellen van installaties, programma of plan ter wijziging van het leefmilieu, waarvan de verwezenlijking wordt overwogen door een natuurlijke of rechtspersoon naar openbaar of privé recht.
3. Weerslagen op het leefmilieu: de rechtstreekse en onrechtstreekse uitwerkingen, op korte, middellange en lange termijn van een ontwerp op het leefmilieu.
4. Machtiging:
 - de vergunningen die werden toegekend krachtens de reglementering van de als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen voor wat de bescherming van de bureu en het leefmilieu betreft;
 - de vergunningen die werden toegekend krachtens de artikelen 41, 45, 53 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw;
 - de door de Executieve opgesomde bestuurlijke akten, genomen in loopassing van wetten, decreten en reglementen waarbij besloten wordt een ontwerp geheel of gedeeltelijk, te verwezenlijken of toestemming te verlenen om dit te verwezenlijken.
5. Korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu: het dokument waarin een synthese wordt ontwikkeld van de voornaamste ekologische parameters van het ontwerp, verwezenlijkt tijdens de eerste fase van het systeem ter waardering en aan de hand waarvan de ontwerpen kunnen worden vastgesteld die het voorwerp van een studie inzake de weerslagen op het leefmilieu vormen.
6. Verslag inzake de weerslagen: het dokument ter waardering en synthese, bestemd het besluit met betrekking tot een ontwerp begrijpelijk te maken.
7. Studie inzake de weerslagen: de door een erkende persoon verwezenlijkte wetenschappelijke studie op verzoek van de bevoegde autoriteit.

(1) Zitting 1984-1985.

8. Systeem waarderingsnormen : alle normen, lijsten, besluitsmaatstaven, richtlijnen en aanbevelingen die opgesteld werden in overeenstemming met onderhavige verordening en opgelegd aan de bevoegde autoriteit met inachtneming van de algemene en sectoriële wettelijke normen, beoogd in artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

9. Bevoegde autoriteit : ieder al dan niet beraadslagend orgaan, al dan niet in het bezit van de rechtspersoonlijkheid, belast met een opdracht inzake openbare dienst en bevoegd voor het afgeven van de in onderhavig artikel beoogde machtiging.

10. Executieve : de Executieve van het Waalse Gewest.

Art. 2. De aanwending van de door dit decreet voorziene werk- en handelwijzen, moet voornamelijk als doel hebben :

— het beschermen en verbeteren van de hoedanigheid van het leefklimaat en de levensomstandigheden van de bevolking om haar een gezond, veilig en aangenaam leefmilieu te verschaffen;

— het beheren van het leefmilieu en de natuurlijke rijkdommen en hulpbronnen op een dusdanige wijze dat hun hoedanigheden veiliggesteld en hun potentiële mogelijkheden rationeel en oordeelkundig gebruikt worden;

— het instellen tussen de behoeften van de mens en het leefklimaat van een evenwicht waardoor de gehele bevolking duurzaam een leefmilieu en levensomstandigheden van behoorlijke aard kan genieten.

Art. 3. Er wordt in het Waalse Gewest een systeem ter waardering van de weerslagen van de ontwerpen op het leefmilieu ingesteld.

Art. 4. De afgifte van iedere machtiging wordt ondergeschikt gemaakt aan de aanwending van het systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu zoals dit door onderhavige verordening wordt voorzien.

Indien er verscheidene machtigingen worden vereist, zal een enkel systeem ter waardering van de weerslagen worden voorzien voor zover dit betrekking heeft op alle aspecten van de machtigingen die volstrekt noodzakelijk zijn om het ontwerp tot een goed einde te brengen. De Executieve stelt door algemene normen de voorwaarden ter toepassing van dit artikel vast.

Art. 5. De bevoegde autoriteit en de bestuurlijke rechter kunnen de nietigheid van iedere machtiging bevelen die in strijd met de bepalingen van artikel 4, lid één, werd afgegeven.

De nietigheid moet in ieder geval in de volgende gevallen worden bevolen :

— in geval van afwezigheid van een korte uiteenzetting ter waardering indien er geen studie inzake de weerslagen is geweest;

— in geval van schending van een van de bepalingen van artikel 15;

— in geval van afwezigheid van een studie inzake de weerslagen wanneer deze door artikel 10, § 4, van dit decreet was voorzien;

— wanneer de met de studie belaste persoon niet was erkend;

— in geval van afwezigheid van een niet technische samenvatting.

Artikel 68 van de inrichtingswet van 29 maart 1962 van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw is van toepassing.

Art. 6. De machtiging en de weigering van machtiging moeten met beweegredenen worden omkleed, met name in vergelijking met de weerslagen op het leefmilieu en de in artikel 2 nader aangegeven doelstellingen.

HOOFDSTUK II. — De korte uiteenzettingen ter voorafgaande waardering

Art. 7. Iedere aanvraag voor een machtiging omvat een korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu.

Art. 8. De Executieve stelt de vormen en de minimum inhoud van de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu vast.

Art. 9. De Executieve bepaalt een systeem waarderingsnormen waarmee de gevallen vastgesteld kunnen worden waar de weerslagen van een ontwerp belangrijk zouden kunnen zijn. De in bijlage I beoogde ontwerpen vormen ambtshalve het voorwerp van een studie inzake de weerslagen.

Art. 10, § 1. De bevoegde autoriteit waardeert de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu met het in overweging nemen van de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering en iedere andere informatie die zij nuttig oordeelt.

Het besluit van de autoriteit wordt binnen dertig dagen genomen nadat deze autoriteit de korte uiteenzetting ter waardering heeft ontvangen. Wanneer deze termijn is verstreken, wordt de autoriteit geacht het ontwerp van de rest van de werk- en handelwijze ter waardering vrij te stellen.

§ 2. Wanneer de bevoegde autoriteit van oordeel is dat de weerslagen op het leefmilieu van weinig belang zijn, wordt het ontwerp van de rest van de werk- en handelwijze ter waardering vrijgesteld.

§ 3. Wanneer de bevoegde autoriteit van mening is niet over de vereiste informatie te beschikken, brengt zij aan de aanvrager van de machtiging, binnen de in § 1 voorziene termijn, de soort aanvullende informatie ter kennis die hij moet verstrekken.

De bevoegde autoriteit doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende informatie. Wanneer deze termijn is verstreken, wordt de autoriteit geacht het ontwerp van de rest van de werk- en handelwijze ter waardering vrij te stellen.

§ 4. Wanneer de bevoegde autoriteit van mening is dat de weerslagen belangrijk zouden kunnen zijn of wanneer onderhavige verordening of iedere andere reglementering dit voorziet, schrijft zij het opstellen van een studie inzake de weerslagen op het leefmilieu voor.

§ 5. De bewerkor van het ontwerp kiest een krachtens artikel 11 erkende persoon voor het verwezenlijken van de studie. De Executieve stelt de gevallen vast waarin, voor de verwezenlijking van een studie, een erkend persoon kan worden geweigerd.

§ 6. De Executieve stelt de modaliteiten ter toepassing van onderhavig artikel vast.

HOOFDSTUK III. — *De studies inzake de weerslagen op het leefmilieu en de verslagen inzake de weerslagen*

Art. 11. § 1. Er wordt een Raad ingesteld, genaamd « Waalse Raad voor het Leefmilieu ». De Executieve bepaalt hiervan de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking; deze Raad heeft als opdracht de taken te verwezenlijken die hieraan door onderhavige verordening worden toevertrouwd alsmede die taken welke aan deze Raad door de Executieve of door andere reglementeringen kunnen worden toevertrouwd.

§ 2. De Executieve erkent, volgens de maatstaven en eene werk- en handelwijze die zij vaststelt, de natuurlijke en rechtspersonen die belast kunnen worden met het verrichten van studies inzake de weerslagen op het leefmilieu; de Executieve stelt de regels ter toekenning en intrekking van de erkenning vast. De erkenning kan, met name, tijdelijk of definitief worden ingetrokken, wanneer na een eerste, naar behoren ter kennis gebrachte waarschuwing, de Deelregering de duidelijk middelmatige hoedanigheid van een studie vaststelt. De Waalse Raad voor het Leefmilieu moet vóór iedere intrekking van een erkenning worden geraadpleegd.

Art. 12. § 1. De kosten die wegens de toepassing van onderhavig artikel en van de artikelen 13 tot 17 ten laste van de openbare overheidsinstellingen vallen, vallen ten laste van de aanvrager van de machtiging.

De Executieve bepaalt de methode voor de berekening van deze kosten alsmede de modaliteiten en de bijzonderheden van de betaling; zij kan een rechtspleging tot verhaal met betrekking tot de vaststelling van het bedrag instellen.

§ 2. Voor de aan een machtiging onderworpen ontwerpen en die door personen naar openbaar recht worden overwogen, wordt de studie inzake de weerslagen door een fase ter raadpleging van het publiek voorafgegaan. De Executieve stelt de modaliteiten van deze raadpleging vast en de maatregelen die ertoe zijn bestemd om het publiek hierover van tevoren in te lichten.

Het doel van deze fase is het naar voren doen komen van alternatieven voor het oorspronkelijke ontwerp aan te sporen. Deze alternatieven zullen de plaats van vestiging, de uitvoeringstechniek, de methoden voor de oplossing van het probleem en de doelgerichtheid zelf van het ontwerp kunnen beogen. Deze alternatieven worden medegedeeld aan de met de studie belaste persoon volgens een werk- en handelwijze die de Deelregering opstelt.

De Deelregering zal van dit artikel kunnen afwijken ten opzichte van de openbare ondernemingen die hun bedrijvigheid concurrerend met personen naar privé recht uitoefenen.

Art. 13. De bevoegde autoriteit stelt de inhoud en de modaliteiten van de studie inzake de weerslagen op, afhankelijk van de omvang en de aard van de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu.

De Waalse Raad voor het Leefmilieu of zijn afgevaardigde heeft het recht alle informatie te verkrijgen over het verloop van de studie inzake de weerslagen bij de betrokken openbare overheidsinstellingen en de persoon die de studie verwezenlijkt. De Raad kan aan de Executieve alle nuttige opmerkingen of voorstellen doen toekomen betreffende de studie inzake de weerslagen.

Art. 14. De door de opdrachtgever te verstrekken informaties in het kader van de in artikel 13 voorziene studie omvatten ten minste :

- een beschrijving van het ontwerp met daarin informaties met betrekking tot zijn plaats van vestiging, zijn opzet en zijn afmetingen;
- de noodzakelijke gegevens voor het identificeren en waarderen van de voornaamste uitwerkingen die het ontwerp op het leefmilieu zou kunnen hebben;
- een beschrijving van de beoogde maatregelen om belangrijke negatieve uitwerkingen te voorkomen en te verminderen en, indien mogelijk, eraan te verhelpen;
- een niet-technische samenvatting van de hierboven vermelde rubrieken.

Art. 15. De niet-technische samenvatting van de studie wordt openbaar gemaakt. De bevoegde autoriteit gaat tot een openbaar onderzoek over. De Executieve stelt de modaliteiten van dit onderzoek vast.

Art. 16. Een voor het publiek toegankelijk dossier kan, tijdens de werkuren, op een door de bevoegde autoriteit aan te wijzen plaats, worden geraadpleegd. Dit dossier omvat de studie in haar oorspronkelijke vorm of in de vorm van een door de bewerkor eensluidend verklaard afschrift, een afschrift van de adviezen en briefwisselingen die door de burgers en de verschillende betrokken diensten of instellingen werden toegezonden. De tot de autoriteit gerichte briefwisselingen en de aan haar overhandigde schriftelijke adviezen worden, in het kader van het openbare onderzoek, zodra deze zijn ontvangen, door deze autoriteit in het dossier opgenomen.

Art. 17. De in artikel één beoogde machtiging of de weigering van de machtiging worden met beweegreden ontleed en aan de aanvrager ter kennis gebracht binnen dertig dagen na de publikatie van het verslag inzake de weerslagen op het leefmilieu.

De publikatie van dit besluit wordt gedaan binnen veertien dagen na dit ter kennis brengen volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten.

HOOFDSTUK IV. — *Straf- en algemene bepalingen*

Art. 18. Eenieder die de uitvoering van het openbare onderzoek belemmert of aan het onderzoek door het publiek stukken uit het in artikel 16 beoogde dossier zal onttrekken, zal worden gestraft met een straf van één of zes maanden gevangenisstraf en met een boete van honderd tot tweehonderd vijftig frank of met slechts één van deze straffen.

De personen, belast met de studie inzake de weerslagen worden gelijkgesteld met « personen, belast met een openbare dienst » voor de toepassing van Titel IV, Hoofdstuk IV van het Wetboek van strafrecht ter beteugeling van het ambtelijk wanbedrijf.

Art. 19. De naleving van de door Hoofdstuk III voorziene termijnen om aan de studie inzake de weerslagen op het leefmilieu te voldoen, heeft als oogmerk de toepassing van de andere wettelijke en reglementaire termijnen te verhinderen die aan de bevoegde autoriteit zijn opgelegd voor de afgifte van de machtigingen.

Het eerste lid beoogt niet de termijnen inzake verhaal tegen de besluiten of de afwezigheid van een besluit van de bevoegde autoriteit, voorzien door de wetten, decreten en reglementen.

Art. 20. Het voorschrijven door de bevoegde autoriteit van het opstellen van een studie inzake de weerslagen op het leefmilieu krachtens artikel 10, § 4, heeft als oogmerk de aanwending te verhinderen van de bepalingen met betrekking tot het openbaar onderzoek en de in andere wetten, verordeningen en reglementen vervatte bijzondere maatregelen inzake bekendmaking.

Art. 21. Indien een verzoek, neergelegd voor een bestuurlijke onrechterlijke autoriteit tegen een machtiging, gegrond is op het niet in acht nemen van de regels van het systeem ter waardering van de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu, kan de autoriteit voor wie dit verzoek is neergelegd zelfs ambtshalve bevel geven tot uitstel van de uitvoering van het bestreden besluit waarbij in allerijl uitspraak wordt gedaan.

De Deelregering kan de regels opstellen met betrekking tot de duur van het uitstel van de uitvoering, de opheffing hiervan alsmede de modaliteiten ter toepassing van het voorgaande lid.

Art. 22. De bepalingen van onderhavige verordening worden op de door de Deelregering vastgestelde datum van kracht en ten laatste twee jaar na haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*. Dit decreet zal evenwel niet van toepassing zijn op de aanvragen voor een machtiging die vóór de datum van het van kracht worden worden ingediend, behoudens in de bijzondere gevallen waarin de Executieve deze verordening aan de hand van een met beweegredenen omkleed besluit van toepassing maakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 september 1985

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en de Bossen voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatieverwerking,
J. MAYENCE-GOOSSENS

Bijlage I

1. Raffinaderij van ruwe aardolie (met uitsluiting van de ondernemingen die smeermiddelen met ruwe aardolie als uitgangspunt fabriceren) alsmede de installaties voor vergassing en vloeibaarmaking van minstens 500 ton steenkool en bitumenhoudende leisteen per dag.
2. Warmtecentrales en andere verbrandingsinstallaties met een warmtegevend vermogen van minstens 300 MW alsmede de kernreactoren (met uitzondering van de researchinstallaties voor de produktie en omzetting van de splijtbare stoffen en splijtgrondstoffen waarvan het maximum vermogen een waarde van 1 KW permanente thermische duur niet overschrijdt).
3. Installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen.
4. Geïntegreerde fabrieken voor de eerste opsmelting van gietijzer en staal.
5. Installaties bestemd voor het extraheren van asbest alsmede voor de bewerking en omzetting van asbest en asbesthoudende produkten: voor de asbestementprodukten, een jaarproduktie van meer dan 20 000 ton eindprodukten; voor de wrijvingsvoeringen, een jaarproduktie van meer dan 50 ton eindprodukten; voor de andere toepassingen van het asbest, een gebruik van meer dan 200 ton per jaar.
6. Geïntegreerde chemische installaties.
7. Bouw van autowegen, snelwegen, banen voor het lange afstandsverkeer van de spoorwegen alsmede van vliegvelden waarvan de banen voor het opstijgen en landen een lengte van 2 100 meter of meer hebben.
8. Zeehavens voor de handel alsmede de waterwegen en de binnenhavens waar schepen van meer dan 1 350 ton kunnen worden opgenomen.
9. Installaties voor de opruiming van giftige en gevaarlijke afvalstoffen door verbranding, chemische behandeling of opslag op de grond.